



**FAUSSES RAISONS  
D'UNE EXCLUSION,  
VRAIES RAISONS  
D'UNE RUPTURE,  
NOS PERSPECTIVES.**

**Mars 1997**

*"L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes"*

*Karl Marx*

**Voix des travailleurs**

Tendance issue de Lutte Ouvrière

Cette brochure vise à mettre au clair les leçons d'une discussion qui n'a pas réellement eu lieu mais qui s'est néanmoins soldée par la dissolution de deux sections de notre organisation, LUTTE OUVRIERE, celles de Bordeaux et de Rouen, ainsi que l'exclusion de près de 10 % des militants de l'organisation.

Rédigée à chaud, cette brochure n'a d'autre prétention que de fournir à chacun les éléments pour juger et comprendre afin qu'une réelle discussion s'ouvre entre tous ceux qui se posent sincèrement et honnêtement le problème de la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, discussion en toute transparence, sans arrière-pensée, ni procès d'intention.

*"L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes"*

*Karl Marx*

# Voix des travailleurs



Tendance issue de Lutte Ouvrière

Nous nous réclamons des idées du communisme, de toute l'expérience des luttes passées du mouvement ouvrier telle que les quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste puis l'Opposition de gauche et la Quatrième Internationale autour de Trotsky les ont formulées.

Nous sommes issus de LUTTE OUVRIERE, l'organisation d'Arlette LAGUILLER et nous revendiquons des mêmes filiations à savoir l'union Communiste (IV<sup>e</sup> Internationale) puis le groupe Voix Ouvrière.

Les militants à l'origine de notre tendance ont été exclus de LUTTE OUVRIERE en mars 1997 pour avoir formulé la critique du cours sectaire de sa direction, son repli sur elle-même. La direction théorise ce repli en invoquant le manque de résultat de l'organisation à capitaliser un tant soit peu le succès minime certes mais néanmoins réel que représentait le score recueilli par Arlette LAGUILLER aux élections présidentielles. Ce cours sectaire se traduit par un raidissement factice des règles de fonctionnement interne qui paralyse toute l'organisation et a abouti à l'exclusion des militants à l'origine de notre tendance. Il est l'expression d'un manque de confiance dans les capacités de la classe ouvrière à renouer avec les idées conformes à ses intérêts et à s'organiser en conséquence.

Nous nous fixons comme objectif de contribuer dans la mesure de nos forces à donner un contenu concret, vivant, dynamique à l'appel lancé par Arlette LAGUILLER au lendemain des élections présidentielles de 1995 pour la construction d'un parti ouvrier fidèle aux seuls intérêts des travailleurs, des chômeurs, des exclus, des jeunes.

Nous entendons collaborer avec tous ceux qui souhaitent agir dans ce sens sans exclusive en combattant toutes les formes de sectarisme, masque de l'opportunisme et de la capitulation.

Notre situation ne peut être que transitoire. La situation nouvelle créée par l'évolution de la situation sociale et politique impose à tous ceux qui se réclament des idées du trotskysme, et plus généralement des idées de la lutte de classe, du socialisme et du communisme de faire face à de nouvelles responsabilités. Nous voulons contribuer à créer le cadre nécessaire à la collaboration de tous ceux qui veulent participer à la construction du parti dont la classe ouvrière a besoin.

Nous nous revendiquons des idées de l'internationalisme et entendons contribuer dans la mesure de nos forces à la renaissance d'une organisation internationale communiste.

## **FausseS raisons d'une exclusion, vraies raisons d'une rupture.**

### **Nos perspectives.**

Les militants qui sont à l'origine du groupe "VOIX DES TRAVAILLEURS" ont été exclus de LUTTE OUVRIERE, l'organisation d'Arlette LAGUILLER à l'issue d'une assemblée générale en mars 1997, malgré l'opposition de 12% de l'organisation.

Les deux sections de Rouen et Bordeaux ont été dissoutes et près de 10% des camarades de l'organisation jetés à la porte.

La motion mise au vote par la direction de l'organisation ne définissait aucun motif ni attendu au jugement. Elle a été simplement lue sans avoir été communiquée par écrit aux militants ni avant ni pendant l'assemblée générale. La direction n'a jamais dit clairement ses intentions tout en agissant d'abord pour nous mettre en position fractionnelle puis en position d'exclus prenant le temps de préparer l'opinion.

Cette assemblée générale avait pour but avoué de "discuter et de trouver des solutions" au problème posé à la suite des décisions de la conférence de décembre de notre organisation qui avait écarté les camarades responsables de ces sections, elles mêmes mises au ban de l'organisation. En fait, la veille de cette assemblée, la direction avait réuni "clandestinement" sa majorité en écartant non seulement les camarades de la fraction, ceux de Bordeaux et Rouen mais aussi tous ceux qui avaient exprimé des doutes ou des réticences. La décision y avait été formellement prise de nous exclure. L'assemblée du dimanche n'était qu'une mascarade, un simulacre de démocratie fabriqué par des dirigeants gênés et honteux, mais d'autant plus déterminés qu'ils craignaient la vérité et la discussion.

Le procès avait en fait déjà eu lieu lors de notre conférence nationale de décembre qui avait quasi exclusivement été consacré à "l'affaire". Accusés de "forfaiture", "de comportement occulte et d'attitude hypocrite", les deux responsables de ces sections avaient été écartés de toutes responsabilités ainsi que les camarades de leur bureau de section qui ont tous été solidaires d'eux.

Dans les semaines qui ont suivi cette conférence, loin de permettre la discussion et de créer un climat de confiance, la direction a utilisé le temps gagné pour tenter de créer un fossé entre notre organisation et nous. D'un côté on disait on va discuter, de l'autre on préparait le deuxième procès qui ne fut qu'une condamnation sans... procès. La direction n'avait pas pu avoir ce qu'elle voulait en décembre, elle l'a eu en mars.

**LA FORME ECLAIRE LE FOND**

---

Notre exclusion et la façon dont elle s'est déroulée, qui révèlent l'incapacité de la direction à créer les conditions d'une discussion large et ouverte exprime des problèmes politiques plus généraux.

Le formalisme organisationnel est le pendant d'un formalisme politique. Il y a ce que l'on dit et ce que l'on fait, tout est vidé de contenu réel, le centralisme démocratique comme notre programme. Cela s'exprime dans les diverses façons de présenter le plan d'urgence, plan à géométrie variable, ou l'appel au parti d'Arlette, objectif politique, militant immédiat ou simple appel propagandiste comme dans l'attitude de LUTTE OUVRIERE à l'occasion des manifestations contre la loi Debré, attitude sectaire qui s'exprime aussi dans les relations avec les autres organisations dont le PCF et la LCR.

La direction, prisonnière de son passé, craintive devant l'avenir, cède à la routine, aux pressions petites bourgeoises et de fait se dérobe à ses responsabilités. Cette dérobade se masque derrière un cours sectaire et impose une fausse discipline qui a abouti à la dissolution des deux sections de Bordeaux et Rouen, l'exclusion de leurs militants, puis de tous ceux qui s'étaient solidarisés avec eux.

Crispée sur le passé et la défense de son prestige la direction est incapable de faire face aux responsabilités nouvelles. Notre organisation est en grande partie paralysée, ce qui s'exprime dans le tassement des effectifs, l'absence de recrutement et l'incapacité d'élargir notre influence, la constitution de la minorité en fraction, et maintenant l'exclusion de près de 10% des militants.

Cela signifie que notre organisation telle qu'elle est aujourd'hui ne peut plus représenter le noyau autour duquel un réel parti ouvrier pourrait se développer. Notre exclusion n'est qu'un épisode, une étape d'une crise profonde, mais cette étape indique une rupture de la direction avec ses propres principes comme ses propres objectifs, les nôtres. Les prochaines étapes de cette crise devront aboutir à une transformation de notre organisation dont une nouvelle organisation devra naître.

Nous entendons agir pour que cette nouvelle organisation, étape vers un véritable parti des travailleurs, reste fidèle aux traditions et filiations qui sont les nôtres.

En cela nous sommes fidèles à l'ensemble de nos camarades. Ceux qui ont été amenés à voter notre exclusion, sont prisonniers de conceptions et de rapports politiques, hérités de notre histoire commune, mais aujourd'hui dépassés. Ce n'est pas un problème de morale, et il ne faut pas en juger en

termes moralistes, mais politiques. Ils sont prisonniers du cadre à travers lequel la direction de LUTTE OUVRIERE a certes préservé et transmis des idées, des principes qui sont en grande partie les nôtres, mais qui rentre aujourd'hui en contradiction avec les tâches que nous impose la situation. Il est trop étroit, trop centré sur quelques personnes dont le comportement actuel prouve qu'elles sont plus soucieuses de préserver leur prestige que d'armer l'organisation pour faire face à nos responsabilités nouvelles.

## **LES PRETEXTES ET FAUSSES ACCUSATIONS DE LA DIRECTION**

Les crises n'éclatent jamais bien, c'est une lapalissade. Les problèmes politiques qui n'ont pas su ou pu se formuler à travers des rapports démocratiques de libre discussion s'expriment sur des faits de détail secondaires ou par des canaux détournés.

Nous retrouvons dans ce qui s'est passé ces deux aspects, ce qui nous a valu d'être accusés et de prétendus manquements à la discipline et de forfaiture. Manquements à la discipline pour avoir traité avec ironie certains comportements caporalistes cherchant à plier les rapports organisationnels à une morale de vieux garçon ; forfaiture pour avoir discuté de la situation politique, de l'avenir de notre organisation en formulant simplement des doutes, des interrogations que nous n'avions pas formulés explicitement dans les différents organismes de direction auxquels nous participions. Ces doutes et interrogations sont devenus, par la vertu du procès d'intention, des critiques dans le dos, des comportements fractionnels clandestins, "occultes et hypocrites".

Un dossier a été constitué sur la base de rapports unilatéraux demandés par la direction à propos de discussions dont l'un d'entre nous s'était ouvert en toute confiance auprès d'un membre de la direction. Quand il a demandé des confrontations pour établir la vérité des propos qui lui étaient prêtés, il n'en a pas été question. Il s'est expliqué par écrit de l'ensemble des problèmes, interrogations qu'il se posait, là aussi en toute confiance dans des lettres adressés à un camarade dirigeant de notre organisation. Ces lettres ont été utilisées pour accréditer le faux par la politique de l'amalgame. On mélange des idées écrites avec des propos que l'on veut vous prêter, le vrai accrédite le faux.

La direction a pratiqué l'abus de confiance et de pouvoir sans le moindre scrupule, d'autant plus largement qu'il lui fallait "mouiller" avec elle le plus de monde possible pour nous couper de notre organisation ce qui compte tenu de notre passé, de nos liens militants, politiques et personnels, ne

pouvait être chose facile. C'est d'ailleurs un échec. Après six mois de manœuvres, duplicité et mensonges la direction a réussi à imposer, en deux temps, notre exclusion, mais elle n'a pas réussi à nous couper de nos camarades, elle n'y réussira pas. L'avenir de LUTTE OUVRIERE appartient aux idées dont nous voulons assurer la continuité.

## **D'UN CONGRES-PROCES A UN SIMULACRE DE...PROCES.**

Dans un premier temps, notre congrès, au lieu d'être consacré à la discussion de nos perspectives et de nos tâches, a été transformé en un mauvais procès. Accusations et attaques personnelles, trois témoignages où tout était déformé, exagéré voire mensonger, grossièretés, tous les ingrédients étaient réunis. Il fallait disqualifier ceux qui osaient discuter concrètement de nos tâches et donc remettaient en cause la direction puisque les points qui avaient fait l'objet de discussion avaient été formulés sous forme d'amendements au texte proposé pour le congrès par l'organisation dans le rapport sur "La situation intérieure".

Ce congrès aboutit à la mise à l'écart des organes de direction de l'organisation des responsables des sections de Bordeaux et de Rouen et à la mise sous tutelle de ces deux sections. Ce qui n'était qu'une préparation à l'exclusion. Il fallait faire vite tout en prenant le temps, et de dresser les camarades contre nous, et de nous affaiblir en nous soumettant aux pressions maximum pour nous faire plier, désavouer notre vote, faire amende honorable ou nous briser. La quasi totalité d'entre nous ont tenu, soudés par les relations de confiance qui se tissent dans le travail et les rapports démocratiques.

## **LE REFUS DE DISCUTER DES VRAIS PROBLEMES POLITIQUES**

Tout devait se discuter, rien ne se discuta. La méthode exigeait de nous ignorer.

Les amendements que nous considérions comme une base de discussion et non comme un texte d'opposition, ont été soumis au vote de l'organisation à la demande de la direction, et n'ont cependant pas été publiés dans la Lutte de Classe bien qu'ils aient obtenu plus du double de voix recueilli par le texte de la fraction. Pour nous exclure, il fallait nier notre existence politique. Il n'y avait que des problèmes de "comportement", tout le reste n'était qu'"écran de fumée", "gamineries".

Puis, à peine dégagé de la violence du congrès, ce fut une marche forcée d'assemblée en assemblée vers la "date butoir" du mois de mars. Chaque camarade était invité à "réfléchir et trouver des solutions ensemble". De solution, la direction n'en connaissait qu'une, l'exclusion. Prise de peur devant sa propre forfaiture, elle accéléra les choses sans laisser aux camarades le temps de retrouver leurs esprits, prenant l'organisation en otage. Tétanisés, incapables de mesurer les conséquences de ce qu'on leur faisait faire, les camarades cédèrent au chantage à la confiance. Ne pouvant voir en nous une direction possible, ils crurent ne pas avoir d'autre choix que de se plier aux exigences, au chantage de la direction.

Ce faisant la direction semait de la mauvaise graine. Après avoir dans un premier temps invoqué contre nous les grands principes et la morale, elle justifiait son cynisme et sa duplicité au nom des "intérêts supérieurs" de l'organisation. Le lien entre ces deux comportements est simple et évident : l'hypocrisie de ceux qui ne disent pas clairement leurs intentions, leurs objectifs, qui masquent les manœuvres derrière les déclarations moralistes avant de les justifier au nom de prétendus "intérêts supérieurs", ceux de l'organisation que nous aurions menacés.

Les révolutionnaires ignorent tant ces grands principes moraux vides de tout contenu que ces manœuvres d'appareil, ils agissent à visage découvert, disant leurs intentions, sans craindre aucune vérité.

C'est pour cela qu'avec les camarades de la fraction nous avons soumis au vote de l'assemblée une motion demandant que chacun reprenne sa place pleine et entière dans l'organisation, que cesse l'état d'exception contre les sections de Bordeaux et Rouen et qu'enfin tout se discute.

Repliée sur la défense de son prestige, la direction fait preuve d'une susceptibilité à fleur de peau, prenant toute critique pour une insulte. Aveuglée, elle refuse de comprendre les causes de la crise que connaît notre organisation préférant accuser et trouver des boucs émissaires, les camarades de la fraction ou nous mêmes. Cette vision manichéenne résulte du refus d'envisager ses propres responsabilités et confond l'effet avec la cause pour se dédouaner.

## **"LA SITUATION INTERIEURE" ET LES AMENDEMENTS.**

Les quelques discussions que l'un d'entre nous avait eues durant l'été 96

et que la direction transforma en critiques occultes et malveillantes, preuve d'un comportement fractionnel sans principe, correspondaient simplement à des questions qui commençaient à se formuler de façon cohérente. Il nous apparaissait que nous ne comprenions pas nos objectifs politiques de la même façon que bien des camarades qui, lorsque nous disions que la situation semblait offrir des possibilités, nous accusaient de "dire comme la fraction". Nous eûmes le sentiment que la direction mettait en berne la politique que nous avions eue au lendemain des élections présidentielles de 95 suite à l'appel d'Arlette à la construction d'un parti des travailleurs. On n'y avait même en fait jamais vraiment cru. Rien n'avait changé et le moment du repli en bon ordre était venu.

C'est ce virage que nous contestons aujourd'hui même si ce virage se prépare depuis longtemps.

C'est ce renoncement qui est sous-jacent à tous les raisonnements qui permet d'écrire sans sourciller au paragraphe 5 du texte sur "la situation intérieure" adopté en décembre 96 : *"Les conditions objectives d'une explosion sociale sont mûres"* et au paragraphe 16 : *"Sur le plan du recrutement, nous sommes donc toujours dans la même situation..."*. Les deux affirmations sont fausses et contradictoires. C'est pour cela que nous en proposons une nouvelle rédaction.

Car cette contradiction reflète une certaine duplicité, la duplicité de ceux qui n'y croient plus et qui s'exprime dans les résolutions de notre organisation. Ainsi la direction écrit dans le paragraphe 17 du rapport sur "la situation intérieure" : *"Plus que jamais une politique juste nous est nécessaire. Une politique juste, c'est la conscience exacte de nos possibilités, de nos capacités en fonction de la situation, mais aussi de nos limites"*. Que de portes ouvertes pour ne rien dire !

Puis *"nous devons nous garder de confondre les nécessités d'une situation avec nos possibilités. Ce qui veut dire, bien entendu, nous garder de toute phraséologie gauchiste. Autant nous pouvons dire que les points principaux du plan d'urgence que nous avons tentés de populariser parmi les travailleurs, par les moyens qui nous étaient offerts et que nous continuerons à populariser par tous les moyens dont nous disposons, est une nécessité objective pour les classes laborieuses. Autant nous devons éviter de nous convaincre nous-mêmes qu'il est dans nos moyens, dans la situation actuelle, de faire en sorte que la classe ouvrière reprenne cette revendication et surtout ait les moyens de l'appliquer"*. Ces évidences ne signifient pas grand chose, si ce n'est en langage décodé : "on fait mais on n'y croit pas". En effet, si notre politique exprime une nécessité objective, si elle correspond aux besoins des masses comment ne pourrait-elle pas

trouver l'oreille d'une fraction des travailleurs et nous permettre de nous lier à eux ? Cette opposition mécanique entre les nécessités d'une situation et nos possibilités est dans le raisonnement même, un renoncement.

Notre attitude et notre démarche étaient parfaitement cohérentes, nous avions mesuré à travers des discussions dans nos activités d'été certaines différences d'appréciation de la période et de nos tâches auprès de certains camarades, nous avons formulé nos doutes et nos questions, nous avons reçu des réponses, brutales dans la forme, mais claires sur le fond. La discussion de fait a eu lieu. Non une discussion entre camarades soucieux de confronter des optiques, des appréciations, des compréhensions différentes, pour se comprendre et avancer en définissant clairement les points de désaccord ou d'accord, en essayant de résoudre les problèmes, mais une discussion qui aboutit à une rupture parce que l'un des protagonistes ne discute plus exactement de la même chose que l'autre.

### **L'APPEL D'ARLETTE LAGUILLER, SIMPLE APPEL PROPAGANDISTE OU OBJECTIF POLITIQUE, MILITANT IM- MEDIAT ?**

Dès le lendemain des élections présidentielles, la politique de l'organisation était ambiguë, comme si par avance on se préparait au repli. C'est ce que résume le paragraphe 14 du texte sur "la situation intérieure" en disant que notre score aux présidentielles *"ne représentait pas un déplacement considérable de voix, une poussée suffisante vers les idées que nous défendons, pour d'une part avoir une quelconque signification sur l'évolution de l'état d'esprit d'une fraction des masses populaires et, d'autre part, représenter pour nous la perspectives d'un afflux de sympathies vers nos idées et de militants potentiels vers notre organisation.*

*Ce n'est qu'un score bien plus élevé, au moins le double, qui aurait pu permettre d'avoir l'espoir que cela se concrétise sur le terrain militant."*

Voilà le bilan que la direction tire de l'année et demie passée dans le même temps qu'elle décide, sans discussion, d'arrêter le supplément à notre journal, ce que nous appelions "le quatre pages" édité en direction de ce nouveau milieu de sympathisants ou de militants potentiels né des élections présidentielles.

Et pourtant cette analyse ne nous empêchait pas d'écrire dans LUTTE DE CLASSE, l'été 95 : *"Il n'y a nul miracle à attendre d'un appel. Mais il fixe un objectif militant, un objectif politique. Ce qui est certain, c'est qu'un*

*parti politique pour la classe ouvrière n'est pas seulement une nécessité historique - elle l'est depuis des décennies ! - mais une nécessité à court terme pour faire face aux menaces qui pèsent sur les travailleurs."*

La première analyse préparait le coup d'arrêt à une politique à laquelle la direction ne croit pas, scepticisme qui se camoufle derrière un activisme formel pour les militants et le sectarisme.

La deuxième analyse résultait du sens politique de l'appel d'Arlette. C'est cette analyse que nous reprenons et à laquelle nous voudrions contribuer à donner un contenu concret, vivant, dynamique.

## **A PROPOS DU PLAN D'URGENCE**

Et ce sont tous les aspects de notre politique qui sont marqués des mêmes ambiguïtés, des mêmes reculades. Du plan d'urgence qui avait comme pierre d'achoppement l'idée du contrôle donc de la remise en cause de la propriété privée du capital, on fait maintenant un plan destiné à faire payer "un petit peu plus" la bourgeoisie, ce qui était dit lors du dernier Comité central de Mars. Nous citons : *"On est dans une situation de crise permanente où le problème c'est le partage des revenus, c'est à dire qui paiera. Et il suffirait que la bourgeoisie paie un tout petit peu plus. Ce n'est pas faire du réformisme, parce pour qu'elle paye un tout petit peu plus, il faudra le lui imposer. Et ce que l'on propose, ce n'est même pas de tout lui prendre. Mais on peut lui imposer un autre centre de gravité des sacrifices."*

Comme si les réformistes ignoraient que tout est rapport de force ! Ce qui caractérise les réformistes, c'est leur refus de s'en prendre à la propriété privée et à l'Etat, c'est à dire de laisser croire qu'un arrangement est possible dans le cadre de la société capitaliste. Et la nouvelle présentation du plan d'urgence le vide de tout contenu dans la mesure où la question du contrôle ne serait plus mise au premier rang, c'est à dire le problème de la propriété privée bourgeoise.

## **QUELLE POLITIQUE VIS A VIS DU PC ?**

Là aussi la direction a pris un virage qui d'une attitude ouverte, de front unique vis à vis du PC et de ses militants ouvriers, passe au sectarisme.

Dans la Lutte de Classe de l'été 96, nous écrivions : *"Les élections ne peuvent en elles-mêmes rien changer. Mais elles permettent de populariser des objectifs, des revendications et de se compter sur de tels programmes."*

*C'est pourquoi, si le Parti communiste français s'engageait sur un*

*programme d'urgence comprenant avant tout le contrôle sur les comptes des entreprises privées, de leurs gros actionnaires, ceux des services publics, l'expropriation des entreprises qui font des bénéfices et licencient et, si les candidats du PCF s'engageaient à ne soutenir que les candidats qui s'engageraient aussi sur un tel programme, sans aucune concession car le temps n'est plus aux concessions ; si par ailleurs le Parti communiste français faisait campagne auprès des travailleurs pour affirmer que voter ne suffit pas et qu'il faudrait, dans la rue, imposer un tel programme aux élus, quels qu'ils soient, de gauche ou de droite, nous, militants de LUTTE OUVRIERE, n'hésiterions pas à voter, et à appeler à voter, pour les candidats du Parti communiste français."*

Nous pensons que la démarche qui consiste à s'adresser aux militants du PC par l'intermédiaire de leur direction est juste. Ce souci a toujours été une préoccupation de notre organisation. Mais qu'est-il devenu lorsque nous écrivons dans la Lutte de Classe de janvier 1997 en conclusion de l'article "Les mutants de l'Arche de la Défense" : "*ni la classe ouvrière ni les militants du PCF dans les entreprises... n'ont intérêt à suivre des dirigeants qui liquident leur parti*". C'est certes indiscutable mais ne peut constituer une politique ni à l'égard de ces militants ni de la classe ouvrière.

Ce qui nous a inquiétés ces dernières semaines, c'est que l'absence de réaffirmation d'une politique à l'égard du PC a été complétée par des propos de la direction ne pouvant qu'encourager des attitudes sectaires à l'égard des militants du PC. C'est ainsi que face aux militants du PC ayant manifesté le 22 février contre le projet de loi Debré et qui se seraient étonnés de l'absence de LUTTE OUVRIERE à cette manifestation, la réponse était en substance de leur reprocher de ne pas avoir manifesté en 1982 contre les mesures anti-immigrés prises par le gouvernement PS-PC. Outre le fait que les militants du PC de moins de 35 ans peuvent difficilement se sentir visés par cet argument choc, on ne voit pas comment nous pourrions les ébranler sur la politique de leur parti de cette façon. Avoir une politique juste à l'égard des militants du PC est d'une importance fondamentale pour l'avenir. Le poids du PC reste très important dans la classe ouvrière et certains de ses militants commencent à percevoir comme bien des travailleurs que le système capitaliste mène toute la société à la catastrophe. Dans les mouvements, le comportement de bon nombre d'entre eux n'est plus celui d'antan, surtout depuis le mouvement de novembre-décembre 95 et ils sont davantage sensibles aux arguments allant dans le sens d'une défense commune des intérêts de la classe ouvrière. Etre à contre-courant de tout ce qui est réformiste est une évidence pour les révolutionnaires. Mais traiter avec

mépris des militants du PC qui ont une aversion pour les dirigeants du PS et sont de plus en plus méfiants à l'égard de leurs propres dirigeants serait faire preuve d'un sectarisme particulièrement grave et à contre courant des débuts de prise de conscience qu'on peut observer en discutant avec eux.

Cette attitude sectaire se retrouve dans les relations avec la LCR dont les compromissions actuelles ne sont ni pires ni moindres que ses compromissions passées. On ne discute pas avec la LCR parce qu'on ne discute avec personne, on ne rend de comptes à personne.

## **DE L'APPEL A VOTER ANGLADE AUX MANIFESTATIONS CONTRE LA LOI DEBRÉ, LES AMBIGUITES DES SECTAIRES**

Les ambiguïtés de la politique actuelle de l'organisation ne manquent pas de donner quelques résultats étonnants et pour le moins contradictoires. Comment concilier notre appel à voter pour Anglade lors des élections de Vitrolles avec notre attitude sectaire à l'égard des manifestations contre la loi Debré ? Cet appel à voter Anglade a été révélateur d'une façon étrange d'adopter une position sans s'expliquer. Il a été fait discrètement avec un communiqué de presse, pour la presse locale uniquement, et il a été justifié par des raisons locales, alors que ces élections étaient un événement politique à caractère national. Dans notre journal nos lecteurs n'ont même pas été informés de notre appel à voter Anglade. La position adoptée était juste, encore fallait-il dénoncer clairement et ouvertement la politique du PS et de l'Union de la gauche comme responsable en grande partie de la montée du front National et strictement incapable de faire barrage à sa progression même quand le PS n'est pas au gouvernement.

A propos des manifestations contre la loi Debré, la direction a été embarrassée avant d'adopter une position "ferme" justifiée par des arguments qui nous semblent inacceptables. Il était logique que nous écrivions dans l'éditorial des bulletins d'entreprise du 17/02/97, en conclusion *"...cette lutte mérite la solidarité de tous et leur soutien aux initiatives visant à contraindre le gouvernement à reculer"*. Seulement dès le mardi, il ne fallait plus manifester et le jeudi dans le journal, la manifestation du samedi n'existait plus et un article du journal inaugurerait les attaques contre les intellectuels. La semaine suivante on pouvait lire dans LUTTE OUVRIÈRE : *" nous considérons que leur refus de dénoncer les causes réelles de la montée du FN et des idées de droite est une complicité objective avec le Front National comme avec cette montée"* (LUTTE OUVRIÈRE N° 1496 ). Pourquoi cette évolution de notre position ? Nul ne le saura jamais

!

Et d'écrire : "*manifeste contre la loi Debré, on pourrait dire que c'est mieux que rien. Moralement, oui, c'est mieux que les approuver*". Décidément la morale préoccupe beaucoup la direction qui continue "*mais dans le fond, ce n'est pas vrai, dans la mesure où ce n'est pas lutter contre le Front national...*" Juger, avertir et commenter semble devenir le style préféré de la direction.

Et l'on va même jusqu'à dire à propos de la lutte sur le terrain de l'anti-racisme : "*plus ces gens là se battent sur ce terrain-là, moins cela l'empêche de monter*". Comme s'il y avait une relation de cause à effet.

Le refus d'appeler à manifester le samedi 22 février a aussi été justifié par la nécessité de discuter avec notre milieu surpris par notre position, de la trahison permanente des artistes et intellectuels. Tout cela n'éclaire en rien notre "milieu". Au lieu de se lancer dans des imprécations contre les intellectuels, il serait beaucoup plus utile d'expliquer aux travailleurs que la petite bourgeoisie intellectuelle ne pourra jamais agir à la place du prolétariat et qu'elle n'est même pas capable de se battre de façon conséquente même pour des libertés la concernant a fortiori s'il s'agit de libertés concernant tout ou partie de la classe ouvrière. Une fois de plus quand on se place sur le terrain du moralisme on ne peut que tourner le dos aux analyses marxistes qui sont indispensables pour s'orienter dans toutes les situations.

Et chaque semaine apporte son lot de bizarreries. Dans l'éditorial des bulletins d'entreprises sur la manifestation de Bruxelles, on semblait totalement ignorer que des centaines de travailleurs avaient manifesté, non pas comme masse de manœuvre pour Jospin ou Notat, mais en solidarité avec les travailleurs de Vilvorde et contre les patrons de Renault. Depuis que dans l'histoire il y a des manifestations ouvrières, il est assez fréquent que des adversaires des travailleurs paradent en tête des cortèges ! Cela n'a d'ailleurs pas empêché certaines d'entre elles de prendre un caractère explosif, voire révolutionnaire.

Dans l'éditorial sur la grève des internes, on les chapitre comme on a chapitré les intellectuels, en affirmant que "*s'ils voulaient*", ils pourraient en l'occurrence obtenir du gouvernement une augmentation des crédits pour les hôpitaux. Mais voilà, ces gens-là sont corporatistes... Ce qui ne nous empêche pas d'espérer en conclusion qu'ils auront peut-être à cœur d'être "*l'avant garde*" (diable!) d'un éventuel mouvement de lutte du personnel hospitalier.

Il y a là autant de signes de manque de confiance dans la classe ouvrière, voire de mépris à son égard.

## **DE LA DECOUVERTE DE LA TRAHISON DE L'INTELLIGENSIA EN DECEMBRE 1994 A LA MISE HORS DE L'HISTOIRE DE LA REVOLUTION RUSSE.**

Cette découverte de la trahison de l'intelligensia n'est en fait pas une nouveauté. Dans un texte écrit en novembre 1994, "La situation du mouvement ouvrier révolutionnaire", l'organisation écrivait : *"la constitution de véritables partis communistes révolutionnaires, capables de jouer leur rôle dans toutes les crises sociales afin de tenter de les amener vers une issue révolutionnaire, nécessite tout à la fois qu'une fraction des intellectuels se détache de l'emprise de la bourgeoisie pour passer dans le camp du prolétariat, comme il nécessite qu'il y ait un courant parallèle de la part du prolétariat.*

*C'est essentiellement l'intelligensia qui n'a pas joué, durant les décennies précédentes, le rôle qui devait être le sien. Pire, c'est bien souvent elle qui a été le vecteur principal de la dégénérescence des organisations ouvrières".*

*"Autant l'intégration des grands partis de la deuxième Internationale dans la société bourgeoise a été en grande partie le fait d'une aristocratie ouvrière, autant la dégénérescence stalinienne des différents partis communistes dans les années trente n'a pas dû grand chose à l'intégration d'une couche d'ouvriers, - les militants ouvriers du Parti Communiste ne pouvaient s'attendre qu'à des coups à cette époque, pas à une promotion sociale - mais beaucoup à la trahison des intellectuels, voire à leur intégration dans la société."*

Ces illusions sur le rôle potentiel de l'intelligensia même si elles ne servent qu'à dénoncer sa "trahison" reviennent à douter de la classe ouvrière. Une telle attitude a des conséquences étonnantes. Ainsi récemment un des principaux responsables de notre organisation déclarait en tirant une conclusion originale du rôle de Trotsky *"vous savez par moment on se dit, Trotsky a écrit quelque part que, sans Lénine, la révolution bolchévique ne se serait pas produite. Eh bien, oui. Mais justement si ça a dépendu que d'un seul homme, eh bien, c'est que ce n'était pas matériellement inscrit dans la situation, c'est qu'elle était hors de l'histoire..."* Ainsi la révolution russe aurait été inscrite dans la matière grise de Lénine et non dans l'histoire. Cette malencontreuse révolution *"à contre courant"*, qui *"n'a pas eu de suite"*, *"sans doute prématurée"* se voit sanctionnée d'une mesure d'exclusion...de l'histoire.

### **AUX ORIGINES D'UNE CRISE ET SES CAUSES**

On ne peut imaginer que la crise de notre organisation soit née cet été et chacun doit chercher à comprendre c'est à dire à repenser notre passé avec le maximum d'objectivité. Pour reprendre l'expression consacrée, notre position d'exclus ne nous amène en aucune façon à "jeter l'enfant avec l'eau du bain". Nous souhaitons resituer la crise à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui dans le contexte de l'évolution de notre organisation et pour cela dès maintenant faire quelques remarques sur les raisonnements qui ont présidé aux choix de la direction de LUTTE OUVRIERE au cours des dix dernières années. Nous ne voulons pas nous ériger après coup en censeurs de qui que ce soit. Ces choix, nous y avons adhéré en pleine conscience. Il serait ridicule de vouloir dégager sa responsabilité comme il est tout aussi ridicule et stérile de faire l'impatte sur ce passé. Ce serait la meilleure façon de s'interdire de comprendre la crise actuelle de notre organisation.

Notre problème est de comprendre comment une organisation qui apparaissait avec un visage ouvert vis à vis des travailleurs et ouvert à la collaboration avec les autres tendances trotskystes, avec l'image d'une organisation ayant recruté une nouvelle génération de jeunes dans les années 82-86, apparaît avec un tout autre visage aujourd'hui. Le recrutement a marqué le pas depuis plusieurs années. Les rencontres avec la LCR sont annulées jusqu'à nouvel ordre et nous n'avons aucun contact en France ou ailleurs avec d'autres tendances révolutionnaires que la nôtre.

Les développements nombreux depuis dix ans sur le recul de la société et la démoralisation de la classe ouvrière n'avaient rien de faux en soi. Ils étaient même nécessaires, non pas pour prémunir nos camarades d'on ne sait trop quels emballements gauchistes qui ne sont vraiment pas dans nos traditions, mais pour centrer nos efforts avec d'autant plus d'énergie sur la nécessité de défendre ouvertement les idées communistes révolutionnaires et de recruter sur cette base.

Mais dans le même temps, sous la pression du recul, nous avons de plus en plus mis l'accent sur les "techniques" de recrutement au détriment du côté politique des choses parfois même vidant cette activité de tout contenu. C'est la rançon de toute approche activiste de l'intervention politique y compris dans l'activité de recrutement. De façon plus accentuée depuis 1992 l'échec, d'ailleurs relatif, du recrutement semble avoir conduit la direction à un pessimisme très accentué quant aux possibilités de notre organisation comme de la période. Le ton était donné en avril 92 quand nous disions *"notre situation politique et organisationnelle est très comparable à ce qu'était la situation de notre groupe dans les années 50"*. *"Il faut se convaincre que notre recrutement n'est pas un recrutement large, ça doit*

*être un recrutement sélectif, encore plus sélectif que dans la période précédente." "Nous allons devoir vivre, pas en cocon, mais du moins en nous mettant à l'abri des influences extérieures".* C'était le début de la théorie du repliement sur soi.

Les élections présidentielles, la campagne, son impact, le succès des meetings d'Arlette, notre score sont venus rompre cette évolution. Une parenthèse, car plus que jamais aujourd'hui, pour la direction, il faut resserrer les rangs quoiqu'il en coûte. Mais à force de se protéger, on devient prisonniers de craintes... petites bourgeoises qui conduisent à des renoncements, à une démoralisation croissante qui se masque derrière "le sérieux organisationnel" ou le sectarisme.

## **"NAISSANCE D'UNE FRACTION" OU LES AMBIGUITES D'UNE NAISSANCE NON VOULUE.**

Une minorité s'est constituée dans nos rangs en 1990, à l'origine à partir d'une divergence d'appréciation sur l'ex-URSS. La façon dont la discussion s'est déroulée avec les camarades de la minorité mérite d'être évoquée car elle éclaire en partie la crise actuelle. La direction a d'emblée placé la discussion dans un contexte empoisonné en se scandalisant de façon outrancière des conditions contestables dans lesquelles le premier bulletin intérieur de la minorité avait été tiré. La camarade qui l'avait écrit a été placée dans une position d'adversaire de l'organisation pour avoir fait tirer son bulletin sans l'avoir montré au préalable à la direction. A partir de cette façon, certes contestable, d'engager la discussion, une confrontation permanente entre la minorité et la majorité a contribué à détériorer les relations internes. Ni l'attitude de la direction ni celle de la minorité n'ont permis de dépasser les relations de concurrence qui se sont instaurées, de rivalités fractionnelles. Tous les militants de notre organisation se sont retrouvés qu'ils le veuillent ou non, à adopter un comportement fractionnel vis à vis de la partie adverse avant même que les divergences ne se formulent réellement. Tout le monde éprouvait un véritable malaise devant ce qui apparaissait comme une partie de cache-cache entre la direction de la majorité et les dirigeants de la minorité avec des phases où on calme le jeu et d'autres où on met de l'huile sur le feu. Les camarades de la minorité donnaient l'impression de vouloir accroître leur influence en exploitant les points faibles de l'organisation et en définitive de nuire à sa cohésion. De son côté, la direction faisait tout pour que la discussion avec la minorité se transforme en lutte fractionnelle ouverte déplaçant la discussion de temps à autre sur le

terrain disciplinaire et en considérant a priori que tout désaccord devait automatiquement entraîner un autre et que par conséquent il s'agissait d'adversaires cherchant à prendre le pouvoir dans l'organisation . Au bout de six années d'une lutte de deux fractions qui ne disaient pas leur nom, les camarades de la minorité ont demandé et obtenu des droits de fraction .

On a donc assisté il y a un an à la "naissance d'une fraction" selon le titre de la brochure regroupant les textes de discussion qui ont abouti à la codification des droits de la minorité. C'était bien sûr une naissance qu'aucun des parents n'avait voulue.

Cet épisode a révélé les faiblesses de la direction ce qui a eu pour conséquence de fragiliser toute l'organisation. La direction peut bien sûr mettre en avant les droits accordés à la minorité pour présenter LUTTE OUVRIERE comme la plus démocratique des organisations révolutionnaires.

Mais la question de la démocratie ne se réduit pas à une question juridique. La démocratie n'est pas une formule abstraite, elle a un contenu vivant qui se juge à la capacité de la direction à organiser la discussion, voire même à imposer une discussion qui se déroule de sorte que l'ensemble des points soulevés soient discutés en définissant scrupuleusement les accords et désaccords, les liens entre les différents désaccords, ce qui permet d'agir ensemble et ce qui diverge. Cette démocratie dont la condition est l'accord sur les objectifs généraux et leur contenu social suppose qu'il soit possible, dans le cadre du respect de nos orientations générales et de nos objectifs, de vérifier dans l'activité d'éventuelles différences d'orientation .

Aucun juridisme ne peut pallier au manque de confiance et encore moins la décréter en accordant quelques droits ou l'imposer en écartant par des mesures d'exclusion ceux qui contestent. Dans ce cas là, au contraire, le juridisme, les règles, tentent vainement de masquer le manque de confiance.

## **LE SENS D'UNE RUPTURE**

Au delà des explications psychologiques sommaires, rassurantes, des prétendues questions de discipline, il faut essayer de comprendre le sens de ce qui vient de se passer, ce qui vient de se rompre et les implications de part et d'autre comme les rythmes nécessaires à la vérification de nos hypothèses.

Nous avons rompu avec des ambiguïtés petites bourgeoises qui nous empêchent d'aller jusqu'au bout de notre politique. Ce que nous voulions faire dans notre organisation n'est plus possible. Il nous faut nous donner les moyens pour le faire. Peut-être est-ce nous qui nous trompons, mais la

vérification des conclusions que nous tirons de ce qui vient de se passer va se faire dans les mois qui viennent.

Cette vérification, tous seront amenés à la faire et en tirer les conséquences. Pour notre part, nous souhaitons contribuer à ce que notre organisation ne renonce pas à ses objectifs sous couvert d'un repli sectaire. Il faut regagner notre organisation à elle-même, une organisation qui ne mesure pas encore les conséquences de son geste.

## **DES REGLES, DES PRINCIPES ET DES IDEES**

Pour justifier son attitude à notre égard, la direction insiste sur la nécessité d'imposer des principes et des règles qui auraient une valeur politique par elles-mêmes, qui seraient le garant de l'originalité de notre tendance. A trop vouloir prouver elle déforme le passé et réécrit nos origines. *"Nous nous sommes constitués, dit-elle, sur la base d'un programme certes, le programme de transition, mais par rapport aux autres organisations trotskystes, nous nous sommes constitués sur la base de règles et de principes différents d'organisation car, à l'époque, ce n'étaient pas nos idées qui différaient vraiment"*. Et d'ajouter : *"nos positions politiques différentes, justement, viennent de comportements différents prenant le contre-pied des comportements petits-bourgeois. Et ce sont ces comportements, traduits dans la façon de raisonner, qui ont une traduction politique"*. Etrange raisonnement qui conduit à penser qu'éduquer ce n'est pas enseigner des idées, des raisonnements dont résultent des comportements, mais l'inverse. Quel univers étrange ! Ce sont les idées qui façonnent les hommes, les transforment et les élèvent, l'application formaliste, voire coporaliste, des règles asservit et étouffe les personnalités.

## **LE CENTRALISME DEMOCRATIQUE ET LA CONFIANCE**

De la même façon, pour justifier son attitude la direction invoque la nécessité d'une discipline absolue fondée sur une confiance non moins absolue qui se définit ainsi : *"la confiance, c'est accepter "de confiance" quand on n'est pas convaincu. Quand on est convaincu, ce n'est pas faire confiance !"*. Voilà une définition qui a le mérite de la simplicité, peut-être un peu trop. Avec de tels raisonnements on en arrive à des façons de voir et de penser les rapports entre camarades, entre l'organisation et sa direction, complètement vide de tout contenu. Bien sûr, la période à laquelle nous sommes confrontés n'a rien à voir avec la période à travers laquelle est né le

bolchévisme, mais raison de plus pour éviter de donner à la discipline le sens d'une simple obéissance et essayer de nous approprier la façon dont Lénine posait ce problème : "*Qu'est-ce qui cimente la discipline du parti révolutionnaire du prolétariat ?*", écrit-il dans "La Maladie infantile du communisme", "*Qu'est-ce qui la contrôle? Qu'est-ce qui l'étaye ? C'est, d'abord, la conscience de l'avant garde prolétarienne et son dévouement à la révolution, sa fermeté, son esprit de sacrifice, son héroïsme. C'est, ensuite, son aptitude à se lier, à se rapprocher et , si vous voulez, à se fondre jusqu'à un certain point avec la masse la plus large des travailleurs, au premier chef avec la masse prolétarienne, mais aussi la masse des travailleurs non prolétarienne. Troisièmement, c'est la justesse de sa stratégie et de sa tactique politiques, à condition que les grandes masses se convainquent de cette justesse par leur propre expérience. A défaut de ces conditions, dans un parti révolutionnaire réellement capable d'être le parti de la classe d'avant-garde appelé à renverser la bourgeoisie et à transformer la société, la discipline est irréalisable. Ces conditions faisant défaut, toute tentative de créer cette discipline se réduit inéluctablement à des phrases creuses, à des mots, à des simagrées. mais, d'autre part, ces conditions ne peuvent pas surgir d'emblée. Elles ne s'élaborent qu'au prix d'un long travail, d'une dure expérience ; leur élaboration est facilitée par une théorie révolutionnaire juste qui n'est pas un dogme, et qui ne se forme définitivement qu'en liaison étroite avec la pratique d'un mouvement réellement massif et réellement révolutionnaire.*" Peut-être vaudrait-il mieux réfléchir à ce qu'enseignait Lénine plutôt que d'asséner des évidences sans intérêt sauf quand leurs auteurs ont la prétention d'en faire un règlement.

## **AUJOURD'HUI, DONNER UN CONTENU CONCRET, VIVANT, DYNAMIQUE A L'APPEL D'AR- LETTE.**

La direction semble vouloir jouer les Cassandre qui avertit et commente. Mais le problème des camarades est d'avoir une politique pour construire le parti, un parti qui par toutes ses fibres, son mode de vie, ses idées sera lié au monde du travail, dont chaque militant saura être proche des travailleurs pour les aider à prendre conscience, à s'organiser, sans leur faire la leçon ni céder à leurs préjugés ou illusions, tournant le dos et à l'opportunisme affiché de la LCR ou au sectarisme moraliste, masque de la capitulation et de l'opportunisme gauchiste, qui résulte de la politique actuelle de la direction de LUTTE OUVRIERE.

Nous sommes venus à LUTTE OUVRIERE parce qu'elle tournait le dos aux auto-proclamations ridicules des différentes moutures de la IV<sup>e</sup> Internationale et au sectarisme qui résulte de ce mensonge à soi-même. Elle refusait les bluffs et affichait son honnêteté et ses scrupules par rapport aux idées, et affirmait la nécessité pour les révolutionnaires de se lier à leur classe quel que soit son niveau de conscience. Notre organisation est en train de tourner le dos à elle-même.

Il faut rompre avec ces vieilles manies du mouvement trotskyste de s'auto-proclamer, ce qui exige de chacun un retour sur le passé et la politique menée pour en dégager, par la critique, la discussion et la confrontation, ce qui appartient aux moeurs et habitudes petites bourgeoises, les moeurs sectaires et gauchistes de ce qui va dans le sens des intérêts des travailleurs, de leur prise de conscience de leurs propres intérêts comme du rôle historique de leur classe.

Personne ne pourra échapper à ce bilan du passé sans lequel aucun pas en avant sérieux n'est possible. Le mouvement révolutionnaire ne pourra renaître et donner naissance à une force nouvelle et pleine de vie que s'il sait se dégager de l'opportunisme du passé. Cette confrontation ne peut se faire sur la simple base de la discussion du passé, mais sur la confrontation du travail et des politiques de chacun.

La conscience de la nécessité de s'engager pleinement dans la construction d'un tel parti ne peut naître dans une fraction minimale de la classe ouvrière qu'à partir de nouvelles déceptions qui éclairent, sans doute possible, le rôle réactionnaire des appareils syndicaux comme des partis de gauche. C'est ce qui se passe aujourd'hui quand chaque nouvelle possibilité de mobiliser pour essayer de recréer la confiance est gâchée par les appareils qui fuient la bagarre. Les mouvements actuels ou l'absence de mouvement révèlent l'incapacité des syndicats comme des partis de gauche à répondre aux aspirations et à la volonté de lutte des travailleurs les plus conscients. C'est sur ce sentiment que nous devons nous appuyer. Il ne s'agit pas de se plaindre que rien ne se passe, mais de montrer les limites qu'imposent l'absence d'un parti et les possibilités de jeter les jalons de ce parti.

Ce ne sont pas les militants potentiels qui manquent, ni les bonnes volontés, mais les capacités pour les organiser, les aider à trouver leur place, apporter leur pierre, par une attitude attentive à chacun, démocratique et faisant confiance parce que soucieuse de contribuer à faire de chacun un acteur.

Entre les sympathies, les militants potentiels et les révolutionnaires, il y a l'obstacle de l'opportunisme ouvert ou de la suffisance gauchiste et

moraliste.

## **NOS OBJECTIFS ET PERSPECTIVES**

Mis d'abord dans une position fractionnelle puis d'exclus malgré notre volonté, il nous faut aujourd'hui tirer les leçons de ces six derniers mois et tout reconsidérer à la lumière de cette expérience, de l'attitude sans principes de la direction. C'est ce qu'ébauche cette brochure. Ce qui suppose toutes les discussions nécessaires avec ceux qui se posent le problème de la construction d'un parti ouvrier dans ce pays. Toutes les discussions sont utiles et nécessaires tant qu'elles ne paralysent pas l'activité.

C'est cela notre premier objectif dans le même temps que nous voulons maintenir et développer notre activité dans les entreprises et en direction du recrutement. Il y a une génération de militants, déçus de la gauche ou de l'extrême-gauche, à aider à se remettre au travail, une autre, la jeunesse, à gagner, convaincre et entraîner.

Cette tâche ne peut se faire que parallèlement à la première, retour sur soi-même et le passé pour tout réévaluer par la confrontation et la discussion comme à travers l'activité.

Nous nous considérons comme une tendance du mouvement trotskyste, concentrée sur ses tâches et ouverte à tous les échanges, confrontations et collaboration.

Nous entendons ainsi contribuer à ce que le mouvement révolutionnaire se donne les moyens matériels, humains politiques pour nous préparer à une remontée du mouvement ouvrier.

Nous voulons agir pour que se constitue le cadre nécessaire à la collaboration de tous ceux qui veulent participer à la construction du parti dont la classe ouvrière a besoin.

Bien évidemment nous ne tirons pas un trait sur notre organisation. Les questions de personne, de prestige, au nom desquels nos camarades ont été pris en otage, ne peuvent effacer les vrais problèmes politiques qui se discuteront au niveau des idées et au niveau des actes.

Notre organisation ne peut plus, telle qu'elle est maintenant, faire face à ses responsabilités et engagements. Comment cela va-t-il se manifester, nous verrons, mais il faut préparer l'avenir.

Il est inacceptable que nous n'ayons plus pu continuer de militer dans notre organisation, mais notre exclusion, simple épisode, simple étape, oblige à des clarifications et ne nous affaiblit pas. On peut regretter, et nous sommes les premiers à le faire, le cours actuel de la direction de LUTTE OUVRIERE, mais c'est un fait et c'est cela qui affaiblit. Il nous faut tenir

d'abord, nous développer ensuite et tout peut basculer.

Nous devons prendre nos responsabilités, agir en accord avec nos engagements et nos idées, dans le sens de nos objectifs et de nos perspectives .

Ceux qui veulent prendre la même route sont les bienvenus. Celle-ci est dure, escarpée, elle mérite d'être explorée jusqu'au bout. Nous pouvons influencer le cours des choses pour que naisse dans ce pays une force dont toutes les fibres se nourrissent de la classe ouvrière et des idées du communisme et qui se prépare consciemment à la transformation révolutionnaire de cette société.

## **ANNEXES**

## AMENDEMENTS PROPOSES POUR DISCUSSION

*Ces amendements concernent un texte sur la "situation intérieure" présentée par la direction lors de la préparation de la dernière conférence nationale de L.O.. Sur la page de gauche se trouve la nouvelle rédaction que nous avons proposée, et sur la page de droite, pour comparaison, la rédaction proposée par la direction.*

*En gras, page de gauche, les modifications ajoutées au texte de départ qui reste en caractères normaux. En italique, page de droite, les parties du texte initial que nous proposons de supprimer.*

---

**5 - Ainsi se constituent progressivement les conditions objectives d'une explosion sociale. Mais le bas niveau de conscience et d'organisation de la classe ouvrière comme le manque d'un parti capable de fixer aux luttes des objectifs qui permettraient réellement de renverser le rapport de forces font que le mécontentement croissant risque de s'exprimer uniquement à travers des luttes défensives ou isolées. Le mécontentement et la colère pourraient alors laisser la place à un sentiment d'impuissance, à des ressentiments, qui pourraient non seulement conduire à la passivité, mais aussi créer un terrain favorable dans certaines fractions de la classe ouvrière à l'influence de l'extrême droite. Les grands partis qui se réclament de la classe ouvrière sont bien incapables de s'y opposer. Ils n'ont d'autres objectifs aujourd'hui comme hier, que de postuler à la gestion des affaires de la bourgeoisie. Soucieux d'affirmer à cette dernière qu'ils n'ont d'autre volonté pour y parvenir que de s'en remettre humblement aux verdicts électoraux, ils ne peuvent que désarmer la classe ouvrière.**

---

~~14 - Sur le plan de notre recrutement et de notre influence, l'analyse que nous avons faite de la signification de notre score au lendemain des Présidentielles a été malheureusement confirmée.~~

Ce score ne représentait pas un déplacement considérable de voix, une poussée suffisante vers les idées que nous défendions. **Dans le vote pour Arlette s'exprimait bien plus une condamnation de la bourgeoisie empêtrée dans les affaires, un désaveu de la gauche, surtout du Parti Socialiste, qu'une adhésion réelle aux idées que nous avons défendues à travers la campagne. il ne pouvait dans ces conditions** représenter pour nous la perspective d'un afflux de sympathies vers nos idées et de militants potentiels vers notre organisation.

15- Nous avons cependant décidé d'explorer à fond les possibilités qui

---

5 - Les conditions objectives d'une explosion sociale sont donc rassemblées. Mais il manque aux travailleurs un parti crédible capable de leur fixer des objectifs permettant de renverser le rapport de forces, et de préparer la lutte qui permettrait de les imposer. Les grands partis qui se réclament de la classe ouvrière n'ont d'autres objectifs, aujourd'hui comme hier, que de postuler à la gestion des affaires de la bourgeoisie. Ils ne font donc qu'affirmer à cette dernière qu'ils n'ont d'autre volonté pour y parvenir que de s'en remettre humblement aux verdicts électoraux.

---

14 - Sur le plan de notre recrutement et de notre influence, l'analyse que nous avons faite de la signification de notre score au lendemain des Présidentielles a été malheureusement confirmée.

Ce score ne représentait pas un déplacement considérable de voix, une poussée suffisante vers les idées que nous défendions, *pour d'une part avoir une quelconque signification sur l'évolution de l'état d'esprit d'une fraction des masses populaires et, d'autre part, représenter pour nous la perspective d'un afflux de sympathies vers nos idées et de militants potentiels vers notre organisation.*

*Ce n'est qu'un score bien plus élevé, au moins le double, qui aurait pu permettre d'avoir l'espoir que cela se concrétise sur le terrain militant.*

---

pouvaient être **offertes** par cette situation. Nous l'avons fait depuis maintenant un an et demi et les résultats ont confirmé que le capital de sympathie que nous avons conquis au travers de cette campagne n'est pas négligeable, mais insuffisant sur le plan du rapport de forces et que cela ne nous a pas donné de renforts militants significatifs.

Là où se manifeste le plus le capital de sympathie, c'est dans la participation aux meetings **d'Arlette. Cette sympathie vient d'un milieu populaire, pour l'essentiel de gauche, mais pas uniquement, de Jeunes, et aussi de milieux du PC. L'attention du public atteste d'une curiosité pour nos idées qui dépasse la simple curiosité pour la personnalité d'Arlette, qui, au demeurant, n'est pas indépendante de nos idées. Malheureusement, nous manquons de crédibilité pour pouvoir transformer ces sympathies en sympathies actives. Vis-à-vis de la fraction de ce milieu avec laquelle nous pouvons garder des contacts, l'édition mensuelle, dans la mesure de nos moyens, d'un supplément au journal, reste un besoin.**

**16 - Sur le plan du recrutement, l'évolution des conditions sociales et politiques, comme le petit capital de sympathie que nous avons, créent des conditions nouvelles pour nous qui pourraient nous permettre d'élargir notre recrutement, même s'il ne peut être qu'individuel, volontariste, comme il l'a toujours été, en nous tournant en particulier vers les jeunes.**

Nous pouvons et nous devons, nous entourer de sympathisants, en particulier dans les entreprises, là où les contacts sont les plus durables. mais nous devons rechercher les jeunes travailleurs et les jeunes intellectuels partout où nous pouvons les rencontrer et en particulier dans les endroits où les contingences sociales les concentrent: lycées, foyers, quartiers, certaines entreprises, etc.

Nous devons faire cet effort militant, ne pas le relâcher, faire l'effort de cultiver politiquement nos sympathisants, même s'ils sont venus à nous pour des raisons de politique quotidienne.

C'est le seul avenir que nous ayons en tant qu'or-ganisation, il n'ya pas de raccourci, il n'y a aucun train auquel nous pourrions accrocher notre wagon.

Le 8/11/96

---

15 - Nous avons cependant décidé d'explorer à fond les possibilités qui pouvaient être ouvertes par cette situation. Nous l' avons fait depuis maintenant un an et demi et les résultats ont confirmé que le capital de sympathie que nous avons conquis au travers de cette campagne n'est pas négligeable, mais insuffisant sur le plan rapport de forces, et que cela ne nous a pas donné de renforts militants, non seulement significatifs, *mais ne serait-ce que comptabilisables*.

Là où se manifeste le plus le capital de sympathie, c'est dans la participation aux meetings. Mais le fait que les meetings où AL est personnellement présente connaissent plus de succès que les meetings où elle n'est pas est un indice que la curiosité, plus que les convictions, draine les participants.

---

16 - Sur le plan du recrutement, nous sommes donc toujours dans la même situation et nous devons plus que jamais nous attacher au recrutement individuel, volontariste, en nous tournant en particulier vers les jeunes.

Nous pouvons, et nous devons, nous entourer de sympathisants, en particulier dans les entreprises, là où les contacts sont plus durables. Mais nous devons rechercher les jeunes travailleurs et les jeunes intellectuels partout où nous pouvons les rencontrer et en particulier dans les endroits où les contingences sociales les concentrent: lycées, foyers, quartiers, certaines entreprises, etc.

Nous devons faire cet effort militant, ne pas le relâcher, faire l'effort de cultiver politiquement nos sympathisants, même s'ils sont venus à nous pour des raisons de politique quotidienne

C'est le seul avenir que nous ayons en tant qu'organisation. Il n'y a pas de raccourci, il n'y a aucun train auquel nous pourrions accrocher notre wagon.

---

## MOTION SUR LA FRACTION

*La motion sur la fraction a été soumise à la discussion dans le cadre de la préparation de notre dernière conférence nationale en Décembre 96.*

Il est clair pour tous les camarades que nous avons eu raison de tout faire pour permettre aux camarades qui ont demandé à se constituer en fraction en février 96, de rester avec nous, tout en faisant leur propre expérience. Durant les AG préparatoires au congrès destiné à décider d'un accord ou pas, beaucoup de camarades s'étaient demandé comment il serait possible de mener sainement cette expérience sans aboutir à la rupture si la fraction ne précisait pas ses objectifs.

Aujourd'hui, les relations semblent s'améliorer, et peut-être est-il possible de sortir des relations de "concurrence" pour établir des relations de discussion qui permettraient de mesurer la nature et la profondeur des désaccords tant organisationnels que politiques. On ne voit pas d'autre façon de faire pour que l'expérience soit utile et apprenne à tous et quelle n'aboutisse pas inévitablement à la rupture.

Il ne devrait pas y avoir deux fractions dans l'organisation, Puisque même la minorité dit dans la discussion du CC du 12/10/96 : "Ce qu'on peut espérer, c'est qu'à terme, malgré les divergences qui en sont, d'abord on construise la même organisation, et que, même, à terme, il n'y ait plus de fraction qui ne se justifierait pas".

Il semble de ce point de vue indispensable que la fraction dise quels sont ses critères actuels d'intégration, comment, à l'extérieur, elle se définit par rapport à la majorité, comment elle envisage l'avenir et l'évolution possible de nos relations, en fonction de quels critères, et, dans la mesure du possible ou quand cela sera possible, essaie de formuler l'état de ce qui nous sépare, indépendamment de la question de l'URSS.

Le 8/11/96

---

## **TEXTE PRESENTE PAR LE BUREAU DE LA SECTION DE ROUEN**

*Motion de la section de Rouen adoptée lors d'une assemblée préparatoire à la Conférence nationale de Décembre 96.*

Nous souhaitons que les discussions existent au sein de l'organisation sur les problèmes préoccupant tous les militants dans un climat de confiance minimum. Cela ne nous semble possible qu'en renonçant aux procès d'intention à l'encontre de camarades parce qu'ils n'auraient pas discuté là où il faut, avec qui il faut et quand il le fallait. Il ne faut pas non plus que le soupçon d'avoir des "divergences cachées" ou de vouloir nuire à l'organisation pèse immédiatement sur celui qui se pose des questions, veut entamer une discussion ou proposer des amendements à un texte. Il n'est pas acceptable de discréditer aux yeux de toute l'organisation des camarades sans raisons sérieuses.

Aucun camarade n'a à être considéré comme un adversaire. S'il y a des problèmes à discuter ou à régler, cela n'est possible qu'en faisant crédit à tous les militants sans exception de leur volonté de s'exprimer dans le seul but de contribuer au progrès de notre organisation.

---

## **MOTION DES SECTIONS DE BORDEAUX ET ROUEN, ET DE LA FRACTION**

*Motion présentée lors de l'assemblée exceptionnelle de Mars 97*

Quelles que soient les différences d'appréciation dans nos rangs tant de la situation sociale et politique que des orientations actuelles de notre organisation, ou encore sur l'origine et le développement de la crise qui a conduit à mettre les sections de Bordeaux et de Rouen dans une situation organisationnelle d'exception, il convient de mettre fin à cette situation.

Pour cela il convient que les camarades des sections de Bordeaux et de Rouen qui ont été écartés des responsabilités qu'ils occupaient, y reprennent leur place pleine et entière, et que les relations organisationnelles entre les deux sections et la direction soient établies sur les mêmes bases que pour les autres sections.

C'est ainsi que seront créées les conditions indispensables pour qu'aient lieu les confrontations, débats et discussions nécessaires à la vie de notre organisation et que le centralisme démocratique y prenne tout son sens. Ces confrontations, débats et discussions sont nécessaires pour surmonter les divergences, agir en commun malgré celles qui persistent, renforcer l'unité de notre organisation et la préparer à faire face au mieux à ses responsabilités.

Les Bureaux de section de Bordeaux et de Rouen, la Fraction.